

## **POUR UNE CAMPAGNE DE CONSCIENTISATION : PRÉLUDE AU « JUBOO ».**

Comme promis nous produisons cet article à la suite de celui intitulé « Reddition des comptes, vérités et justice, en toute vérité » qui a été publié le 18 mai 2026. Il s'articule autour des deux (2) parties suivantes qui seront publiées séparément mais en même temps : « Pour une campagne de conscientisation en vue d'un sursaut de patriotisme et de retour vers Dieu » (I.) et « L'indispensable réconciliation » (II.), remparts contre un troisième rêve brisé après ceux du « Sopi » et du « Yoonu Yokkute ».

### **PREMIÈRE PARTIE : « POUR UNE CAMPAGNE DE CONSCIENTISATION RÉDEMPTRICE »**

Même si cette Campagne est d'une grande utilité avec les choix qui ont été faits par les décideurs dans le cadre de la reddition des comptes, de la recherche des vérités sur les événements qui se sont produits entre 2021 et 2024 et de l'administration de la justice, elle soutiendrait plus efficacement les travaux d'une « commission nationale de recouvrement des biens spoliés » et d'une « commission nationale d'enquête et de concertation libre et indépendante » dont la mise en place a été recommandée.

Cette première partie s'articule autour des points suivants : Notre perception de l'ambition des décideurs (1.) ; la crise morale : un obstacle à l'effectivité du « Jub, Jubal, Jubanti » (2.) ; l'importance d'une campagne de conscientisation (3.) ; éléments de langage (4.) ; les acteurs, partenaires de l'Etat et les cibles (5.) et les résultats ou objectifs spécifiques de la campagne de conscientisation (6.).

#### **1. Ambition des décideurs**

Nous estimons au travers de nombreuses déclarations du Président de la République (PR) et du Premier ministre (PM) qu'ils sont conscients du caractère indispensable de la réappropriation des valeurs fortes qui sont en fait « les valeurs culturelles fondamentales » évoquées dans le Préambule de la Constitution. En effet, dans sa lettre du 08 avril 2024 adressée aux fonctionnaires et agents de l'administration du Sénégal, le PR a notamment indiqué : « Aujourd'hui, je vous invite, avec toute la considération et le respect que je vous porte, à incarner pleinement les principes de « Jub Jubal, Jubanti » Que la droiture, la probité et l'exemplarité commandent chacun de vos actes. (...) » Par ailleurs, lors du Conseil des ministres du 05 mars 2025, il « a invité le Ministre de la Famille et des Solidarités à déployer une véritable politique de promotion de la famille autour des valeurs culturelles et religieuses fortes de notre société ».

L'importance de la réappropriation par l'écrasante majorité des citoyens de ces valeurs culturelles fondamentales émerge aussi des propos du PM qui a, le 28 novembre 2025, indiqué devant les députés que « reew valeurs ak Jiiko mokoy taabax » que nous traduisons par « Un pays se construit sur la base des belles qualités morales et des valeurs de son Peuple ». En outre, lors des Conseils des ministres du 18 juin 2025 et 1<sup>er</sup> avril 2026, le PM a respectivement, évoqué « la valorisation du capital humain à travers une formation visant à doter les citoyens de fortes valeurs civiques et patriotiques (...) » et affirmé que « le développement durable d'une Nation repose autant sur ses performances économiques que sur la qualité de son capital humain et la solidité de ses valeurs civiques, piliers essentiels de la cohésion sociale et de la stabilité institutionnelle ».

Faire preuve de droiture (« Jub »), respecter les lois, les règlements et les procédures en sauvegardant de manière inconditionnelle la primauté de l'intérêt général (« Jubal ») et s'engager à corriger tout ce qui doit l'être (« Jubanti ») requièrent la possession des « valeurs fortes » antinomiques avec tous ces vices qui ont corrompu les rapports sociaux. Ces « valeurs fortes » sont aussi celles religieuses d'ordre éthique, et il est heureux de constater une harmonie entre les valeurs portées par le Coran et la Bible et l'absence d'antinomie dirimante entre celles-ci et les valeurs culturelles traditionnelles portées par les adeptes de la religion « négro-africaine ». Ces valeurs religieuses ne sont pas aussi antithétiques avec celles de la « République laïque, démocratique et sociale. Par ailleurs, il importe de noter que la « laïcité à la française » ne peut pas être appliquée dans notre pays où il y a un consensus sur le caractère croyant du Peuple sénégalais, comme le prouve d'ailleurs le fait que la CNRI a attaché à son rapport de décembre 2013 un avant-projet de Constitution où cette évocation de Dieu dans le serment du PR a été reconduite (Voir article 61 de l'avant-projet de constitution).

Si le PM et le PR insistent sur la réappropriation des valeurs et de la bonne conduite des citoyens, c'est parce qu'ils savent qu'il y a une crise des valeurs corruptrice, handicapante, retardatrice et destructrice de développements personnels, de nobles ambitions et de bonnes conduites de tous les citoyens n'ayant pas acquis de manière irréversible une « foi véridique ». Destructrice de l'ordre public, de la cohésion sociale, de la stabilité et de la paix, du fait des révoltes, des frustrations et des haines séparatistes qu'induisent les spoliations et les injustices dans la gouvernance des affaires publiques, ainsi que l'insolence, l'arrogance, l'ostentation et les gaspillages d'enrichis illicitement.

C'est cette « foi véridique » qui permet au croyant de fonder tous ses rapports avec ses prochains, les personnes morales (l'Etat, les Organismes employeurs, les Communautés d'appartenance), l'environnement et les utilités communes (infrastructures et autres moyens par lesquels les personnes morales assurent leurs charges) sur l'amour, la vérité, la justice et l'équité qui sont antinomiques avec tous les vices qui induisent les mauvaises pratiques constituant des expressions de la crise morale.

## **2. La crise morale : un obstacle à l'incarnation des principes du « Jub, Jubal, Jubanti ».**

Le pays étant incontestablement en proie à une crise des valeurs (« Jiiko yi, deñu yaqu ») qui est un obstacle à l'aptitude d'un nombre trop élevé de citoyens particulièrement de serviteurs de l'Etat d'incarner les principes du « jub, Jubal, Jubanti », les décideurs de la République, responsables de la santé morale des populations ont donc le devoir de prendre des mesures concrètes pour changer la conduite de leur peuple (« defar jiiko yi »).

L'importance de ce devoir ressort aussi du fait que ce ré-enracinement dans les « valeurs culturelles fondamentales » est indispensable à la réussite de la « transformation systémique du pays ». C'est d'ailleurs pourquoi, nous avons déjà indiqué dans un article publié le 25 décembre 2024 qu'il faut une transformation des cœurs et des esprits pour réussir cette transformation systémique. En effet le cœur et l'esprit étant les inducteurs de toutes les œuvres humaines, c'est en les réorientant ou reformatant, principalement par une éducation (au sens large du terme) adaptée, que les leaders obtiendront des citoyens ayant la conduite désirée.

Dans notre étude sur la crise morale au Sénégal, « l'abandon de Dieu », entendu comme le fait pour un croyant de poser sciemment un acte interdit par le Créateur, a été identifié comme la cause centrale, de l'ancrage et de la perpétuation de ce fléau. Toutes les autres causes, telles que le leadership déficient, le déficit de patriotisme, l'inadéquation de l'éducation peuvent être ramenées à cet abandon de Dieu, car toute mauvaise œuvre peut être expliquée par l'abandon ou la transgression d'une prescription coranique et / ou biblique.

C'est d'ailleurs pourquoi, il est communément admis que tout citoyen doté de la « foi véridique », entendue comme l'acquisition de la « science du bien et du mal » et la volonté inébranlable de toujours bien se conduire, est un bon citoyen qui pourrait évidemment incarner pleinement les principes de « jub, jubal, jubanti » comme le veut le PR, et il aurait une bonne conduite (« jiiko bu bax ») qui lui permettrait d'être un acteur efficace dans la construction du pays comme le souhaite le PM et contribuerait ainsi à la réussite de la « transformation systémique du pays ». C'est pourquoi, « le retour vers Dieu » visé par la campagne de conscientisation est l'unique solution pour l'éradication de la crise morale.

Les croyants dotés de la « foi véridique » ont un esprit positif toujours tourné vers le bien et ils luttent constamment contre eux-mêmes (« xEEK ak seen bakan ») pour ne pas s'égarer et contribuer à l'avènement d'une société où le bien prendra le dessus sur le mal dans tous les domaines. Il apparaît ainsi que toutes les personnes qui ont été impliquées dans des crimes économiques, des crimes contre l'humanité ou dans d'autres faits dommageables sont des « spirituellement malades », des personnes dotées de la « foi mensongère » ou des méchants au sens biblique du terme, qui pourraient, dans leur écrasante majorité être remis dans le « droit chemin » au travers d'une campagne de conscientisation pour un sursaut de patriotisme et de retour vers Dieu.

## **3. L'importance d'une campagne de conscientisation.**

Malgré tous les actes qui ont été posés par les saints fondateurs des confréries et des familles religieuses, par leurs héritiers et par des Organisations de défense des valeurs, la crise morale s'est perpétuée en s'approfondissant. Il est donc évident que seule une « Dynamique nationale » peut permettre d'éradiquer ce fléau. C'est pour cela qu'une campagne nationale de conscientisation inclusive, initiée, pilotée, coordonnée, financée, suivie et évaluée par les autorités gouvernementales, en rapport avec toutes les forces vives de la Nation devrait être conduite en extrême urgence, et au mieux comme un élément d'une « Stratégie nationale de sortie de la crise morale » qui serait développée à l'image de la « Stratégie nationale de lutte contre la corruption 2020-2024 (SNLCC 2020-2024) qui a été adoptée à l'occasion du Conseil des ministres du mercredi 16 septembre 2020. L'éducation des jeunes et la conscientisation des adultes qui sont les principaux outils transformateurs des cœurs et des esprits seraient l'épine dorsale de cette Stratégie dont les activités opérationnelles seraient conduites au sein des Organismes étatiques et partout où se rassemblent des sénégalais, dans la mesure où aucune sphère de la société n'a été épargnée par la crise des valeurs.

## **4. Les acteurs, partenaires de l'Etat et les cibles de la campagne de conscientisation.**

Le bon combat que tous les croyants et particulièrement les leaders spirituels et temporels devront mener est celui de participer aux opérations de conscientisation, des « spirituellement malades », des « brebis égarés » ou des « ignorants » porteurs de tout ou partie des vices qui ont corrompu les rapports sociaux et qui, en s'enrichissant illicitement ou abusivement ont causé des dommages à l'Etat et aux victimes collatérales de leurs méfaits, afin de les éveiller et les pousser vers Dieu et à la repentance. C'est d'ailleurs ce que Dieu attend

de Ses serviteurs, comme cela a été éloquemment mis en exergue par les versets bibliques du livre prophétique Ezéchiel, chapitre 33, versets 7 à 9 et 14 à 16 et par un hadith authentique qui commande aux musulmans de combattre toutes les choses qui déplaisent au Créateur. Conséquemment les guides religieux et les responsables de toutes les Communautés et Institutions religieuses qui sont des bergers pour l'ensemble de leurs fidèles ou de leurs membres devraient élever la voix, dans le respect de leurs trois (3) obligations divines fondamentales <sup>1</sup> pour la victoire du bien sur le mal » et pour rendre les croyants meilleurs.

Les responsables des anciens régimes demeurés vertueux malgré les tentations et ceux qui sont déjà sortis de leur égarement, par la grâce de Dieu, devraient participer aux opérations de conscientisation de leurs camarades qui vivent toujours dans la dénégation des préjudices qu'ils ont causés, alors que les responsables des partis politiques doivent s'engager dans l'éducation de leurs militants et dans une opposition constructive parce que patriotique permettant d'optimiser leur contribution au bonheur collectif (article 4 de la Constitution).

Les leaders médiatiques ont le devoir de développer le « patriotisme médiatique » qui leur commande d'avoir un sens aigu de leurs responsabilités et contribuer : à la sauvegarde de la paix, de l'ordre public et de la cohésion sociale ; à l'amélioration de la santé morale des populations, et à l'épuration des mœurs sociales, médiatiques, politiques et gouvernementales polluées par ces vices qui ont corrompu les rapports sociaux. Ils doivent conséquemment s'interdire d'offrir leurs plateaux à des gens qui rivalisent d'impertinence abjecte et tiennent des propos qui flétrissent le « vivre ensemble » ou portent atteinte au respect dû aux Institutions, aux autorités et aux personnes âgées. Tout ce qui n'aide pas le citoyen à grandir spirituellement, intellectuellement, et professionnellement pervertit ou abrutit et n'a donc aucun intérêt à être diffusé.

## **5. Eléments de langage**

Il serait dit, d'une même voix, sans haine, à tous ceux qui se sont servis de l'État pour s'enrichir illicitement ou abusivement, ou qui ont été impliqués dans les crimes contre l'humanité, les destructions et les pillages, qu'ils ont commis de grands péchés et qu'ils ont intérêt à se repentir, à demander pardon à l'État et / ou à d'autres personnes physiques ou morales, et à réparer au mieux les dommages qu'ils ont causés afin d'espérer la miséricorde humaine qui est une condition sine qua non de l'effacement des péchés.

Les croyants devraient savoir que le Jour de la Reddition des Comptes, Dieu leur demandera l'origine de leurs richesses et la manière dont ils les ont utilisées ou dépensées. Leurs richesses ne les accompagneront pas dans leur tombe et finalement celles qui leur appartiennent, et qui seront déterminantes le Jour du Jugement Dernier, sont celles qu'ils ont acquises licitement (ou purifiées par le repentir sincère) et dépensées pour la Face de Dieu au profit notamment des parents, des nécessiteux et des personnes morales pour le bien des créatures de l'Eternel.

L'argent et l'or mal acquis immobilisés dans des coffres dissimulés dans les domiciles ou dans les banques étrangères ainsi que les richesses foncières et immobilières inutilement acquis au niveau national et à l'étranger constituent des superfluités qui pourraient être utilisées pour l'optimisation de l'épargne nationale et pour des investissements dans l'industrialisation, l'autosuffisance alimentaire (agriculture, élevage et pêche) et pour la réduction du chômage.

Au-delà du fait que l'enrichissement illicite ou abusif au détriment de ses concitoyens, parmi lesquels certains ont du mal à s'offrir un bon repas par jour, est un grand péché, cette immobilisation inutile de richesses serait auprès de Dieu une circonstance aggravante. C'est pourquoi, les croyants qui ont honnêtement des choses à se reprocher quant à la provenance de leurs richesses feraient mieux de vendre leurs avoirs à l'étranger et sortir les fonds immobilisés en vue des investissements susmentionnés.

Les fonctionnaires et autres agents au service de l'Etat, seraient invités à prendre conscience du fait qu'ils sont les principaux défenseurs du respect des lois, des règlements et de la primauté des intérêts du pays sur tous les intérêts particuliers, ainsi que des règles et principes de l'Etat de droit, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de la sacralité des ressources appartenant au peuple et de la transparence dans la gestion des affaires publiques. Ils doivent être des conseillers sincères, loyaux et non loyalistes du PR, du PM et des ministres et avoir le courage de jouer un rôle de lanceur d'alerte et être prêts à « rendre le tablier » quand une autorité s'obstine à vouloir leur imposer la commission d'actes occultes, illégaux ou antipatriotiques.

Dans le même sens, les autorités judiciaires, les responsables de l'Administration territoriale et les plus hautes autorités des Forces de Police (FdP) doivent accompagner sincèrement le PR et le PM dans leur volonté de faire respecter les principes susmentionnés ; en ne faisant pas preuve de faiblesse face aux dérives dans les champs politique et médiatique qui conduisent au désordre et à l'indiscipline ; en jouant un rôle important dans l'amélioration de la conduite des citoyens par leur capacité de conscientisation, et en s'interdisant de chercher à plaire aux politiciens en posant des actes arbitraires ou abusifs qui vont finalement les desservir.

## **6. Les résultats ou objectifs spécifiques de la campagne de conscientisation.**

La campagne de conscientisation devrait permettre d'atteindre les objectifs spécifiques suivants :

- a.** Obtenir que chaque citoyen fasse honnêtement son autocritique afin d'avoir une claire idée des dommages qu'il a causés et donc des péchés qu'il a commis et qui ne lui sont pas encore pardonnés du fait de l'absence d'une repentance sincère. A l'issue ceux qui sont vertueux devront consolider leur ancrage dans la droiture et les autres devront chercher à se doter d'une volonté inébranlable : de dorénavant, toujours bien se conduire, en se battant constamment contre eux-mêmes (« xeex ak sen bakan ») et de se repentir sincèrement, avant qu'il ne soit trop tard, car le Jour du Jugement Dernier, ils feront face à l'Etat et à tous les citoyens qui ont été des victimes collatérales de leurs méfaits ;
- b.** Obtenir que ceux qui se sont enrichis illicitement, depuis la crise politique du 17 décembre 1962 prennent conscience de la gravité des péchés qu'ils ont commis ; s'éveillent et purifient leur cœur et leur esprit ; retournent repentants vers Dieu et réparent les dommages qu'ils ont causés en versant, en toute discrétion, une partie de leurs avoirs à l'Etat ou en acceptant de bon cœur que ceux qui sont chargés du recouvrement des biens spoliés se saisissent d'une partie de leurs biens, préalablement inventoriés à la suite de rapports établis ou de dénonciations reçues ;
- c.** Amener de nombreux croyants que l'Etat a enrichi notamment en leur octroyant abusivement des marchés par entente directe ou des privilèges exorbitants<sup>2</sup>, à faire preuve de patriotisme et à retourner l'ascenseur à leur bienfaiteur (l'Etat) qui rencontre en ce moment de sérieuses difficultés financières ;
- d.** Guérir les plus toxiques parmi les « spirituellement malades », qui sont ceux qui souhaitent ardemment la séparation du PR et du PM et l'échec du régime actuel. Ils œuvrent au profit de ceux qui rêvent d'un retour, dès 2029, à ce « système de mal gouvernance » qui favorise le maintien du néocolonialisme, des magouilles et des spoliations ;
- e.** Développer le patriotisme médiatique et déclencher une tendance irréversible vers la disparition dans les médias des dérives verbales faites notamment d'atteintes au respect dû aux Institutions et aux autorités qui ont la lourde charge de diriger pour le bonheur de tous ;
- f.** Développer le sentiment patriotique des citoyens pour qu'ils acceptent de manière inconditionnelle la primauté des intérêts du pays sur tous les intérêts particuliers et acquièrent irréversiblement la volonté, d'optimiser leur contribution au développement et au bonheur collectif. Ceci consacrerait l'émergence du « nouveau type de sénégalais » : un vrai croyant, patriote-développeur, acteur de la reconstruction et du développement socioéconomique de son pays ;
- g.** Obtenir que les gouvernants qui sont les principaux responsables de la santé morale des citoyens changent de mentalité aux fins de l'instauration d'un champ politique assaini et d'un jeu politique civilisé avec un Etat qui, d'une part « reconnaît l'opposition comme un pilier fondamental de la démocratie et un rouage indispensable au bon fonctionnement du mécanisme démocratique », et qui d'autre part fonde la gouvernance des affaires publiques sur l'amour (de la patrie et des populations), la vérité, la justice et l'équité ;
- h.** Obtenir que tous les leaders étatiques fassent des principes de « jub, jubal jubanti » le vecteur directeur de leur manière d'être et de faire, particulièrement dans la gestion et l'emploi des ressources appartenant au Peuple. Le respect de la sacralité de ces ressources devra être soutenue par : l'amélioration des lois et règlements en vue de combler tous les vides réglementaires qui facilitent les malversations ; la mise en place de systèmes de surveillance administrative et de contrôle interne et externe efficaces, parce que, préventifs, dissuasifs, formateurs et émulateurs dans tous les organismes étatiques, et l'instauration généralisée d'un « culte du travail, de l'excellence et du mérite ».

Si l'idée du lancement de cette campagne est retenue par le PR, les préalables organisationnelles à son lancement et la composition de la Commission qui serait chargée de l'élaboration de la stratégie et du pilotage (animation, coordination, suivi, contrôles et évaluations) de son implémentation pourront être proposées par celui qu'il choisira pour présider les travaux de la Commission qui seront un solide tremplin vers l'indispensable réconciliation.

### **NOTES :**

<sup>1</sup> : Les trois (3) obligations divines fondamentales sont : « Ordonner le convenable et interdire le blâmable » dans sa sphère de responsabilité ou « Recommander le bien et condamner le mal » (1) notamment dans la gouvernance des affaires publiques ; « Ne pas s'allier avec les transgresseurs » (2) et « combattre dans le sentier de Dieu pour la victoire du bien sur le mal » (3)

<sup>2</sup>: Privilèges exorbitants : caisses noires ou fonds spéciaux, fonds communs supérieurs aux salaires, indemnités octroyés abusivement et salaires trop élevés par rapport au niveau de pauvreté du pays ; dons de plusieurs parcelles d'habitation et remises de valises d'argent à des alliés politiques, à des parents et à des dignitaires coutumiers ou religieux ; vente d'immeubles de l'Etat à des prix dérisoires et exonérations abusives, etc.)

**Le 20 mai 2026**

Colonel de Gendarmerie (er) Tabasky DIOUF  
Grand officier de l'Ordre national du Lion et Commandeur de l'Ordre du Mérite  
Membre fondateur de l'Initiative « Jog Ngir Senegaal ».